

Christian Laval

Professeur de sociologie à l'Université Paris Nanterre.

Le commun est un principe politique qui noue les luttes et les pratiques alternatives faisant prévaloir l'usage collectif des ressources mises en commun et la démocratie directe ou autogouvernement. Il est un principe de combat visant passer à un monde d'après le capitalisme.

On sait le paradoxe de l'époque : le néolibéralisme a fait faillite et pourtant il se renforce. Sa faillite tient à ce que la logique de concurrence généralisée est incapable de résoudre les problèmes de la société et de l'humanité ; la raison de son renforcement est qu'il a réveillé des monstres néofascistes et xénophobes dont il se sert comme repoussoirs. Les dernières élections françaises en ont constitué le parfait exemple. Pourtant, une exigence politique est en train de naître d'une multitude de pratiques, d'expérimentations et de mobilisations collectives. Le présent est déjà riche d'un autre avenir. Cette exigence prend aujourd'hui le nom de *commun*. D'où vient le succès de ce mot et que peut-il bien dire lorsqu'il est employé aux quatre coins du monde ?

Le désir d'un nouveau sens à donner au monde

« Commun » : c'est le mot qui surgit d'une époque sombre, le symptôme d'un monde pourrissant. Mais il est lancé *contre* ce monde, et il vise un *au-delà* de ce monde. Comme symptôme il est appel. « Commun » est le signifiant d'une absence, et cette absence, ce grand trou dans nos existences, est le désir qu'un autre monde advienne. « Commun » n'est pas tant l'attente d'un « monde commun », le rêve d'une humanité sans conflit, que le désir d'une certaine forme d'existence, d'un nouveau sens à donner au monde. Commun est le nom d'un désir. Et ce désir est profondément politique. En ce sens, commun est un concept politique. Sans ce contenu politique, le mot n'est qu'un vain bavardage sentimental, une consolation aux malheurs du temps, une façon illusoire de conjurer les menaces qui pèsent sur l'humanité. « Commun » est le concept qui émerge et circule dans les luttes et les pratiques alternatives les plus diverses pour signifier ce que l'on veut, « en positif ». Mais il est, plus encore, ce qui fait le lien entre des pratiques actuelles, situées et limitées, et une transformation complète de la société et du monde. En un mot, « commun » est le terme d'une articulation entre une micropolitique et une macropolitique, entre un présent et un avenir. Commun désigne donc le nom d'un régime de pratiques, de luttes, d'expériences, d'institutions

et de recherches qui visent à passer à un monde *d'après* le capitalisme. Il n'est ni la communion, ni la communauté. Il est un principe de combat. Il est dirigé tout à la fois contre l'appropriation politique des institutions publiques par des dirigeants qui ont accaparé le pouvoir à leur profit et contre l'appropriation économique des ressources produites par d'étroites oligarchies qui s'enrichissent de façon illimitée.

La marque d'une nouvelle phase de luttes pour une « démocratie réelle »

La démocratie est un bien commun à défendre contre des oligarchies qui se sont emparées des institutions et ont confisqué la décision politique. La souveraineté démocratique dont les peuples sont dépossédés est à reconquérir. Les combats pour la « démocratie réelle », le « mouvement des places », les nouveaux « printemps » des peuples, ne sont pas des éruptions accidentelles et passagères, des jacqueries dispersées et sans but. Elles visent à dénoncer la confiscation des institutions politiques par les oligarchies partidaires, administratives et économiques. Ces luttes politiques se présentent comme des recherches collectives de formes démocratiques nouvelles, de modes de travail plus coopératif, d'usages des ressources plus égalitaires, plus justes, plus durables. Elles prennent la forme de vastes mobilisations qui ébranlent les sociétés.

Trois ans après la crise de 2008, un grand cycle mondial s'est ouvert à partir de 2011 avec ce que l'on a appelé le « mouvement des places » : de la Puerta del Sol à Madrid jusqu'à Nuit debout à Paris en 2016, en passant par Istanbul, Le Caire, Tel-Aviv, New York, Hong Kong. Le véritable sens de ces mouvements porte la revendication d'une « démocratie réelle » : nous ne pouvons remettre entre les mains d'une petite minorité de professionnels de la politique le soin de décider et d'agir en notre nom et à notre place de ce qui nous concerne tous. La représentation politique consiste en une véritable expropriation de la capacité collective des citoyens. Il ne s'agit pas simplement de la « démocratie de proximité » requise par la gestion collective des espaces urbains ou, au-delà, de ce que l'on convient souvent d'appeler les « biens communs » (la connaissance, l'eau, le climat, les services publics, etc.). Il s'agit de la démocratie comprise dans son sens le plus radical, comme co-participation de tous les citoyens aux affaires publiques. Ce n'est pas une exigence abstraite, c'est une condition de possibilité du gouvernement des « biens communs » eux-mêmes.

Parler de « commun » est à la fois symptôme de ce qui manque, désir de ce qu'il nous faudrait, combat contre tout ce qui impose une régression des droits humains, projet de société post-capitaliste. Nous n'en sommes qu'à l'ébauche d'une alternative. Mais d'ores et déjà, commun est le terme central de l'alternative au néolibéralisme, le nom d'une résistance à l'appropriation capitaliste et étatique, la marque d'une nouvelle phase de luttes pour une « démocratie réelle ».

« Commun » a pour motif un double refus du néolibéralisme et de l'identitarisme national et religieux. Le mot désigne un combat à multiples faces et sur de multiples fronts pour la défense et l'extension des droits humains fondamentaux. Non pas des droits abstraits coupés des moyens de leur réalisation, mais des droits réels assurés par les « biens communs » ; mieux, des droits réalisés par les « communs », c'est-à-dire les institutions qui donnent vie au commun. Castoriadis qui ne connaissait pas l'usage du terme de « commun » en a pourtant donné une belle définition : « la liberté est liberté de faire -et faire est aussi bien faire tout seul, que pouvoir faire avec les autres. Faire avec les autres, c'est participer, s'engager, se lier, dans une activité commune - et accepter une coexistence organisée et des entreprises collectives dans lesquelles les décisions sont prises en commun et exécutées par tous ceux qui ont participé à leur formation ». Et plus loin, « la liberté, l'autonomie, implique nécessairement la participation active et égalitaire à tout pouvoir social qui décide des affaires communes »^[1].

Ce que nous entendons par « principe du commun »

Le commun est un principe politique. Il noue deux notions présentes dans les mouvements, les luttes et les pratiques alternatives : d'une part, la prévalence de *l'usage collectif* des ressources mises en commun sur le droit de propriété ; d'autre part, la mise en œuvre de pratiques démocratiques dans le gouvernement de cette mise en commun. Le mot « commun », pris en ce sens, ne renvoie pas à une naturalité de ce qui serait commun dans les choses ou même dans la condition humaine, mais à une décision collective de « mise en commun », décision qui suppose une obligation réciproque à entretenir, à développer, à défendre, ce qui a été mis en commun. Ce principe du commun doublement articulé débouche sur un ensemble de propositions politiques qui, pour les résumer, consistent à réinstaurer la société, c'est-à-dire à édifier de nouvelles institutions que l'on peut appeler des « communs » : communs politiques territoriaux, communs socio-économiques producteurs de biens et de services et régis par des règles de justice sociale.

Le commun est donc un principe qui articule démocratie directe ou autogouvernement, destination sociale des biens et ressources pour l'usage collectif. Le commun est le principe même de toute activité démocratique quand elle est bien comprise : égal accès aux moyens de vivre et de bien vivre, qui est aussi, en son fond, participation directe à la délibération et à la décision démocratique. Cette politique nouvelle est en train de s'élaborer et de s'expérimenter dans les mouvements sociaux, les luttes, les pratiques alternatives, les formes politiques neuves. Nous sortons d'un moment mélancolique pour entrer dans un nouveau moment utopique, non pas celui des *idées* utopiques, mais celui des *pratiques* utopiques.

L'auto-gouvernement est la forme politique universelle du commun le plus authentique dans

une société qui serait le plus complètement possible démocratique, qui aurait achevé son processus de démocratisation. Le commun est ce principe qui met en cohérence la forme d'organisation de l'activité et son but social. C'est le propre de la démocratie véritable : le bien commun ne se décide jamais en dehors d'une délibération collective sur une base égalitaire, de tous ceux qui entendent mener une activité qui aura pour effet de renforcer la capacité de réflexion, de décision, de bien être, de jouissance esthétique non seulement des acteurs directs de l'activité, mais de toute la société.

Pour aller plus loin:

Benjamin Coriat, *Le retour des communs*, Paris, Éd. les Liens qui libèrent, 2015, 297 p.

Pierre Dardot, Christian Laval, *Commun : essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, la Découverte, 2014, 592 p.

Michael Hardt, Antonio Negri, *Commonwealth*, (traduit de l'anglais par Elsa Boyer), Paris, Gallimard, 2013, 615 p.

Ugo Mattei, *Beni comuni. Un manifesto*, Bari, Laterza, 2012, 115 p.

Elinor Ostrom, *Governing the commons: the evolution of institutions for collective action*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1990, 280 p.

[1] Cornelius Castoriadis, *Le contenu du socialisme*, UGE, 10/18, 1979, p. 19 et 25.